



**HAL**  
open science

## **Classes sociales**

Cédric Hugrée, Pénissat Etienne

► **To cite this version:**

Cédric Hugrée, Pénissat Etienne. Classes sociales. Didier Fassin. La société qui vient, Le Seuil, pp.719-737, 2022, 9782021481624. <hal-03499519>

**HAL Id: hal-03499519**

**<https://hal.science/hal-03499519v1>**

Submitted on 21 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## **Classes sociales**

**Cédric Hugrée (Cresppa-CSU, CNRS) et Étienne Pénissat (Ceraps, CNRS)**

La pandémie de la Covid-19 a posé une loupe grossissante sur les inégalités de classe qui structurent la société française du XXI<sup>ème</sup> siècle : lors du confinement de mars-avril 2020, 80 % des cadres ont pu travailler depuis leur domicile et limiter leurs contacts sociaux dans un relatif confort ; seuls 20 % des employés et 2 % des ouvriers ont été en mesure de faire de même. En première ligne pour assurer les « activités essentielles », les classes populaires ont également subi plus que les autres le choc économique lié au confinement : plus d'un ouvrier sur deux et plus d'un employé sur trois a connu une période de chômage partiel quand ce ne fut le cas que d'un cadre sur quatre. La crise sanitaire exacerbe donc des inégalités dont l'ampleur et le poids sur les destins des membres des différentes classes sociales sont déjà connus.

Cet exemple illustre la pertinence encore aujourd'hui du concept de classe sociale pour décrire les inégalités et expliquer les formes de dominations. Mais de quelle(s) classe(s) sociale(s) parle-t-on ? Ce concept a été forgé au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que le capitalisme industriel est en plein essor, par Karl Marx pour décrire des rapports sociaux antagoniques d'exploitation entre la bourgeoisie et le prolétariat. La classe se définit en premier lieu par la place dans les rapports sociaux de production (« classe en soi »). Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, Max Weber la reprend à son compte comme synonyme de positions économiques communes sur le marché. Il y ajoute une réflexion sur les modes de domination liées aux hiérarchies de statut et de prestige, déterminées par le pouvoir des groupes sociaux et de l'État. Depuis Maurice Halbwachs, la sociologie française insiste de façon complémentaire sur la dimension culturelle des classes sociales comme groupements d'individus partageants des styles de vie, repérables à des modes de consommation proches. Ainsi, chez Pierre Bourdieu (1979), la société française est décrite comme un espace social hiérarchisé et divisé en classes sociales. Celles-ci ne se définissent par une position dans une structure sociale évolutive et hiérarchisée selon le volume des capitaux économiques et culturels – en particulier le capital scolaire certifié par l'État – et leur structure interne. Ce sont à la fois ces capitaux, leur type et leur mode d'accumulation qui façonnent des modes de vie relativement communs aux classes sociales (classes dominantes, moyennes, populaires) et à leurs fractions internes. Cette définition fondée schématiquement sur les capitaux socio-économique se retrouve dans la plupart des approches dites « classistes ». Elle continue d'offrir de précieuses descriptions des inégalités sociales y compris les plus récentes liées aux effets de la crise sanitaire. Pourtant ces oppositions objectives ne sont pas nécessairement le moteur de représentations et d'actions communes des classes sociales, en particulier des classes dominées. En effet, chez Marx, la classe sociale relève également de dimensions subjectives et politiques lorsque ses membres sont conscients de leurs intérêts communs et les défendent par l'action (« classe pour soi »). Chez Bourdieu, cette dimension politique n'est pas absente mais elle prend moins la forme d'une conscience de classe partagée par ses membres que par le travail de représentation symbolique et politique plus ou moins réussie de ses portes paroles (« la classe mobilisée »). Or, sur ce point, le schéma classiste est interrogé voire remis en cause.

En France, ce concept extensif a historiquement constitué un registre dominant de représentation du monde social, d'identification et même d'action collective entre la fin de la seconde guerre mondiale et les années 1970. Cette notion a peu à peu été assimilée à un outil de la statistique publique : la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) et ses grands agrégats (cadres, employés, ouvriers, etc.). En dépit d'un déclin de son usage par la statistique publique à partir des années 1990, la catégorie socioprofessionnelle demeure une variable puissante pour décrire les clivages du monde social et, de ce fait, très utilisée dans le débat scientifique français. De manière plus générale, depuis le début des années

2000 et encore plus depuis la crise de 2008, on observe une effervescence éditoriale en sciences sociales et au-delà autour de la thématique des inégalités socio-économiques.

Pourtant, la montée récente de cette thématique dans les sciences sociales ne marque pas un « retour » de la classe sociale comme « *forme de totalisation des représentations et des dispositifs politiques* » pour reprendre la formule de Luc Boltanski (2014). Ce constat dépasse d'ailleurs le contexte français et concerne la plupart des économies capitalistes occidentales. Jusqu'aux années 1970, les sciences sociales avaient transformé cette notion politique en un principe cosmologique d'explication du monde social. Depuis lors, le terme est devenu essentiellement descriptif et il n'est quasiment plus adossé à une théorie sociologique générale (Savage, 2005). En particulier, le concept ne semble plus utilisé pour penser les formes d'identification et de mobilisation des groupes sociaux. La classe sociale, et plus encore la lutte des classes, est en partie dévalorisée dans les luttes de classements alors qu'elle avait pourtant constitué un puissant moteur du passage de classes sociales « sur le papier » à des classes sociales « mobilisées ». Cette atrophie d'un concept majeur des sciences sociales est aussi l'indice de transformations symboliques importantes et de la manière dont circulent de nouvelles représentations du monde social dans le champ politique et syndical.

Dans ce chapitre, on reviendra d'abord sur ce paradoxe d'une société française inégalitaire où pourtant l'identification, la représentation et l'action de classe sont ébranlées. Pour expliquer ce paradoxe, on montrera ensuite comment les transformations contemporaines du capitalisme et de l'État-nation interrogent directement l'hégémonie du modèle classiste d'analyse des inégalités sociales. En effet, que ce soit chez Marx avec le rôle du capitalisme industriel ou chez Bourdieu avec le développement de l'État social, la formation et les oppositions de classe sont dépendantes des structures économiques, des institutions politiques et de leur histoire. On interrogera ici les effets sociaux et symboliques de l'intensification de la concurrence entre les États sur les groupes sociaux.

### **Creusement et déplacements des inégalités entre classes**

Les deux types de capital - économique et culturel - qui structuraient l'espace social français dans les années 1970 (Bourdieu, 1979) continuent aujourd'hui de définir les positions d'appartenances de classe, en dépit d'évolutions notables de la structure sociale.

Depuis les années 1970, les inégalités de salaires, qui constituent l'un des fondements matériels de la position de classe, sont plus réduites que dans d'autres pays occidentaux comme les États-Unis. Cela tient en particulier au poids du secteur public – où les inégalités salariales sont limitées – et à la permanence relative des dispositifs de l'État social qui encadrent les rémunérations (salaire minimum, majoration de heures supplémentaires, etc.). Pour autant, la rémunération du travail ne participe pas moins à reconfigurer la morphologie des classes. L'essentiel des inégalités de salaire se concentrent dans le bas de l'espace social où les classes populaires se divisent entre une fraction précaire qui peine à vivre et survivre par le travail et une fraction modeste mais plus stabilisée et encore largement affiliée à la société salariale. Le creusement des inégalités de revenu salarial est, en premier lieu, lié au développement du temps partiel et des trajectoires salariales irrégulières (alternance de chômage et d'emplois peu rémunérés) qui tend à faire basculer durablement les fractions les plus déstabilisées des classes populaires dans l'économie informelle. À l'inverse, le capitalisme financier a favorisé la détention d'une part plus importante des revenus salariaux par les salariés les plus riches (les 1%), en particulier les cadres de la finance.

Plus encore qu'en matière de rémunération du travail, les inégalités se sont creusées du point de vue des actifs immobiliers et financiers. Le capital économique sous forme de patrimoine accroît les distances sociales et renforce la frontière entre une classe moyenne essentiellement propriétaire de son logement principal et une classe dominante qui concentre de plus en plus toutes les formes richesses (Piketty, 2013). Le patrimoine brut médian des ménages résidant en

France était estimé en 2015 à 158 000 euros<sup>1</sup>. Ce montant cache cependant d'importantes disparités : les 10 % des ménages les plus pauvres avaient un patrimoine estimé à 4300 euros quand les 10 % les plus dotés possèdent un patrimoine de près de 600 000 euros, qui est encore plus de trois fois inférieur à celui des ménages appartenant aux 1 % les plus riches (env. 2 000 000 d'euros). Pour les ménages les moins dotés, la crise économique de 2008 a eu pour effet de faire fortement baisser leur patrimoine, essentiellement composé de comptes courants et d'épargne disponible. À l'inverse les ménages riches ont vu leur patrimoine augmenter. Au sein des classes dominantes, le patrimoine est également plus diversifié : il comporte des propriétés immobilières mais aussi des actifs financiers (assurances-vie etc.) dont la valeur a considérablement crû sur cette période. L'appropriation de ce type très spécifique de ressources économiques est avant tout le fait des hommes des classes supérieures. Le maintien d'une société de classes fondée sur d'immenses inégalités patrimoniales se combine avec donc la domination masculine (Bessière et Gollac, 2020).

Ce processus de fragmentation des classes populaires et de concentration du capital économique dans les mains de la classe dominante se retrouve également en matière d'accumulation du capital culturel certifié. Depuis le début des années 1980, les conditions d'accès aux baccalauréats et aux diplômes de l'enseignement supérieur ont été profondément modifiées : on compte désormais près de 80 % de bacheliers et de bachelières dans une génération. L'expansion scolaire a notamment concerné les premiers cycles universitaires généralistes. Mais, en dépit d'une politique d'éducation se présentant comme volontariste, le système scolaire français demeure particulièrement inégalitaire. Les enquêtes internationales l'attestent : si les élèves français ont des performances proches de la moyenne des pays de l'OCDE en français et en mathématiques, les écarts sociaux d'apprentissage et de réussite y sont parmi les plus élevés des pays occidentaux<sup>2</sup>.

En haut de l'espace social, la compétition scolaire s'intensifie en vue d'accéder aux filières les plus sélectives de l'enseignement supérieur, notamment aux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et aux « grandes écoles » de commerce et d'ingénieur. Malgré les débats sur la diversification du recrutement des élites, les « grandes écoles », principalement accessibles après une CPGE, continuent d'être particulièrement sélectives socialement. Si les CPGE ne concernent que 11 % des bacheliers entrants dans l'enseignement supérieur français, elles prennent une place grandissante dans les destins des enfants issus des familles de classes supérieures. Celles-ci sont désormais en quête de « trajectoires irréprochables »<sup>3</sup> qui reposent sur des pratiques d'encadrement scolaire quotidiennes et qui sont plus largement le produit d'une socialisation anticipant systématiquement les contraintes scolaires. Le recours systématique à la voie générale au lycée et l'usage plus intensif des formations sélectives de l'enseignement supérieur par les classes supérieures a pour principal effet d'accentuer la distance sociale avec celles et ceux qui sont exclus de ces formations même lorsqu'ils et elles sont diplômés.

Si l'accès aux titres scolaires est devenu décisif pour les enfants des classes populaires, ces derniers n'obtiennent pas les diplômes les plus élevés du système éducatif dans les mêmes proportions ni dans les mêmes conditions que les enfants des classes supérieures. Lorsque les portes des lycées et des études supérieures leur ont été entrouvertes, la hiérarchie des filières et des séries s'est creusée au profit de la filière générale du lycée et de l'ancienne série scientifique. Aujourd'hui, parmi les jeunes issus des classes populaires, la moitié obtient un baccalauréat, et seulement 20 % l'obtiennent dans une filière générale. Les baccalauréats technologiques et professionnels, majoritaires chez les bacheliers et bachelières d'origine populaire n'ouvrent ni

---

<sup>1</sup> Source Insee Références, édition 2018 - Vue d'ensemble - Patrimoine des ménages.

<sup>2</sup> Baudelot, Christian, Establet, Roger *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Seuil, 2009.

<sup>3</sup> Selon l'expression d'Agnès Van Zanten.

les mêmes chances de succès dans l'enseignement supérieur, ni les mêmes destins professionnels. Quand les trois quarts des enfants des classes moyennes et supérieures sont aujourd'hui titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au bac + 2, ce n'est le cas que de 25 % des enfants des classes populaires, très majoritairement des filles.

Pourtant, la généralisation des aspirations aux études longues dans les familles populaires et les petites transformations des scolarités de leurs enfants marquent un tournant historique dans la culture populaire et son rapport à l'école : hier marquée par une « culture anti-école »<sup>4</sup>, elle s'apparente aujourd'hui à une « mobilisation inquiète »<sup>5</sup>, qui clive les fractions des classes populaires engagées dans la quête de diplômes pour leurs enfants et celles qui en sont précocement exclues. La diffusion de la scolarisation renouvèle les clivages internes aux classes populaires. Les membres les plus jeunes des classes populaires sont nombreux à ne plus être complètement démunis de diplômes, en particulier les enfants des couples d'ouvriers et d'employés les plus qualifiés et stabilisés dans l'emploi qui accèdent en nombre aux diplômes supérieurs ou égaux au bac+2.

Pour les filles d'origine populaire, la diffusion importante de la scolarisation a contribué à redessiner les avenir de classe et à transformer les causes du probable. Les générations nées dans les années 1970 ont vu leurs destins se diversifier, notamment parce que le développement de l'État social a permis à celles qui étaient diplômées d'accéder aux emplois qualifiés de la fonction publique. Dans les classes supérieures, la grande stabilité des modes de reproduction des enfants des professions libérales cohabitent désormais avec une probabilité plus forte pour les femmes issues des familles de cadres supérieurs de devenir membre des professions intermédiaires même quand elles sont diplômées.

Les alliances matrimoniales reflètent la permanence de la société de classes à la française mais elles permettent également de prolonger l'analyse des fragmentations entrevues précédemment<sup>6</sup>. D'abord, il faut rappeler que la mono-parentalité concerne en priorité les femmes de milieu populaire. Ensuite, si la fréquence des unions des ouvriers avec des inactives a baissé en trente ans, elle reste nettement supérieure à celle de tous les autres groupes sociaux. L'évolution des alliances des ouvrières, d'une part, et des employées, d'autre part, rend particulièrement visible le maintien d'une homogamie entre ouvriers et ouvrières quand les employées se distinguent désormais par une grande variété de leurs unions. En haut de l'espace social, les couples de cadres supérieurs demeurent deux fois moins nombreux que ceux composés d'un cadre et d'une profession intermédiaire. Ainsi, le recul de l'homogamie est réel mais l'essentiel des alliances se fait toujours entre les catégories sociales les plus proches. Si ces alliances dessinent à nouveau des fractions hautes et basses dans les classes populaires, elles témoignent d'une pluralité d'alliances qui révèlent des continuités entre certains milieux mais aussi de réelles recompositions des rapports de classe. En cinquante ans, seuls les diplômés et diplômées des grandes écoles ont renforcé leur homogamie, témoignant que le couple constitue bien une unité au cœur de l'accroissement des inégalités au sommet de la hiérarchie sociale.

## Troubles dans la classe

Les frontières économiques et culturelles entre les classes demeurent saillantes en France. Mais dans le même temps, le renouveau des enquêtes quantitatives et ethnographiques semblent attester d'un affaiblissement des frontières symboliques et politiques qui constituaient les marqueurs par lesquels on pensait sa condition par rapport à celle des autres.

---

<sup>4</sup> Selon l'expression de Paul Willis.

<sup>5</sup> Poullaouec Tristan, « Regrets d'école. Le report des aspirations scolaires dans les familles populaires », *Sociétés contemporaines*, 2019/2 (N° 114), p. 123-150.

<sup>6</sup> Bernard Lise, Giraud Christophe, « Avec qui les ouvrières et les employées vivent-elles en couple ? », *Travail, genre et sociétés*, 2018/1 (n° 39), p. 41-61.

Les travaux d'Olivier Schwartz soulignent l'impasse à penser les classes populaires contemporaines comme un groupe marqué par une insularité culturelle. Dans le monde ouvrier des années 1950 et 1960, l'opposition « eux/nous » apparaissait fortement diffusée et au principe d'une identification commune. Dans les classes populaires contemporaines celle-ci est moins repérable. Les classes populaires disposant de ressources modestes font plutôt part d'une conscience sociale ternaire : conscientes (« nous ») d'être prises en étau entre des classes moyennes et supérieures plus ou moins distantes et relativement floues (« ils ») et des classes populaires précarisées dont elles indiquent plus facilement qu'hier vouloir se détacher et à qui elles peuvent même s'opposer (« eux ») dans une quête de respectabilité<sup>7</sup>. Les transformations économiques, scolaires et matrimoniales évoquées précédemment ont affaibli les signes de la culture ouvrière traditionnelle, insoumise aux formes symboliques valorisées par les classes dominantes. On peut également y voir la conséquence de la médiatisation plus grande des jugements moraux des classes supérieures qui, tout en se mobilisant pour évincer certaines catégories populaires de leur environnement proche, aspirent à voir certaines autres intégrées en distinguant, avec l'aide de l'État, les « bons » et « mauvais » pauvres.

Ces transformations des représentations traditionnelles du monde social ne sont pourtant pas synonymes d'une absence totale de recours au registre des classes sociales pour l'ensemble de la société française. Dans la plupart des pays occidentaux, l'ethos égalitaire plaidant pour un État redistributif demeure partagé par les classes dominées. En France, les deux-tiers de la population partagent l'affirmation selon laquelle « la société française est structurée par la lutte des classes » et si la part varie selon les enquêtes, une majorité de Français déclare encore « se sentir appartenir à une classe sociale »<sup>8</sup>. Mais, désormais, ce sentiment est plus prégnant parmi les classes supérieures et moyennes, en particulier dans le secteur public, que dans les classes populaires<sup>9</sup>. Si les techniciens et les ouvriers qualifiés de type industriel continuent de s'identifier à la classe ouvrière, c'est peu le cas des ouvriers non qualifiés, des personnels des services directs aux particuliers ou des employés de commerce qui sont pourtant les groupes subalternes dont les effectifs ont le plus augmenté les trente dernières années. Le sentiment d'appartenir à une classe sociale prend majoritairement le sens d'une identification à « la classe moyenne ». Cette évolution témoigne d'un affaiblissement de la représentation conflictuelle des rapports sociaux selon le schéma classiste. Mais, derrière l'usage de cette catégorie attrape-tout, la perception des hiérarchies sociales demeure car la plupart des individus y adjoignent les expressions haut/moyen/bas : lorsqu'ils ont le sentiment d'appartenir à une classe sociale, deux tiers des ouvriers se positionnent « en bas » tandis qu'un cadre sur deux se positionne « en haut ».

Les indices de l'affaiblissement des représentations classistes du monde social cohabitent aujourd'hui avec ceux attestant du maintien des perceptions hiérarchiques de celui-ci. Au début des années 1980, à partir de petites expériences ludiques (jeu des métiers, profession mystère, etc.) sur les catégorisations sociales, Luc Boltanski et Laurent Thévenot avaient souligné que la classe sociale était « un fait d'expérience ordinaire » autant qu'« un fait d'État » et « un fait sociologique ». La classe sociale, par l'entremise des PCS, était « intégrée aux équipements cognitifs dont disposaient les personnes dites « ordinaires » pour s'identifier, identifier les autres et se repérer dans le monde social ». En revisitant récemment ces expériences, nous montrons que les individus continuent de s'orienter dans le monde social depuis des indices de style de vie (loisirs, vacances, voiture, etc.) qu'ils relient à des milieux sociaux. Mais nos

---

<sup>7</sup> Lechien, Marie-Hélène, Siblot, Yasmine, « « Eux/nous/ils » ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie*, N° 1, vol. 10 | 2019.

<sup>8</sup> Chiffres issus de l'enquête Dynegal réalisée en 2013.

<sup>9</sup> Pélagie Agnès, Poullaouec Tristan, « « Le haut du panier de la France d'en bas » ? Le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les membres des professions intermédiaires », *Revue française des affaires sociales*, p. 27-56.

recherches révèlent également une opposition entre les personnes qui décrivent le monde social en taisant les hiérarchies sociales et celles et ceux qui mobilisent des registres explicitement hiérarchiques tels que les diplômes et les catégories socioprofessionnelles. Cette dernière manière de voir le monde social semble aujourd'hui plutôt le fait des classes supérieures, en particulier les plus diplômés.

On mesure ici en partie les effets de l'affaiblissement de la référence à la classe sociale dans les discours politiques. Cette notion n'est plus utilisée comme un opérateur politique central, notamment par les partis de gauche qui se sont historiquement construits autour de cette grille d'identification à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les registres discursifs les plus mobilisés relèvent tantôt d'une désignation des principales victimes de la mondialisation économique - « les précaires », les « exclus », « les pauvres » - tantôt de nouvelles oppositions entre le « peuple » et les « 99 % », ou les « indignés » et l'« élite », l'« oligarchie », les « 1 % ». Dans les deux cas, les catégories d'identification mobilisées ne s'adosent plus explicitement à la position de classe et les signifiants « travailleurs », « classe ouvrière », « classes populaires », « exploités » apparaissent presque désuets. D'ailleurs, malgré la crise financière, ces référents n'ont pas guidé les politiques menées par la gauche au pouvoir entre 2012 et 2017.

Si le champ politique, et notamment les campagnes électorales, se structurent de moins en moins au nom de l'antagonisme de classe, le vote obéit toujours aux déterminants de classe. Les fractions culturelles des classes moyennes et supérieures votent le plus souvent à gauche tandis que celles à dominante de capital économique continuent traditionnellement de s'associer à la droite. Les classes populaires françaises s'abstiennent massivement de voter et celles non européennes sont tout simplement exclues des scrutins, la promesse de leur accorder le droit de vote n'ayant jamais été tenue. Ainsi, 28 % des ouvriers ne participent pas électoralement (abstention récurrente, non inscription, nationalité étrangère) pour seulement 11% des cadres<sup>10</sup>. Lors de la dernière présidentielle de 2017, environ un tiers des ouvriers s'est portée sur des candidats de gauche, un tiers à droite (y compris E. Macron) et un tiers sur le Rassemblement National ; ce qui illustre le désalignement des classes populaires et de la gauche<sup>11</sup>.

Le processus de dés-identification s'articule donc à des logiques de démobilisation collective, du moins pour les classes populaires. L'engagement syndical et la pratique de la grève, deux formes de mobilisation de classe traditionnelle, ont décliné depuis les années 1980 ; le recours à la grève se resserre autour d'un noyau d'ouvriers qualifiés et de techniciens de l'industrie et des salariés du secteur public. Les dernières « grandes » grèves nationales (1995, 2003, 2010, 2019-2020) se sont d'ailleurs principalement appuyées sur la mobilisation des classes populaires et moyennes des entreprises (SNCF, RATP) et de la fonction publiques. L'action collective dans l'entreprise est aujourd'hui indéniablement plus difficile, plus coûteuse et plus réprimée qu'hier. On comprend dès lors que les mobilisations partent moins des collectifs de travail, qu'elles se déplacent sur d'autres lieux, et qu'elles s'organisent en dehors des temporalités propres du travail et avec d'autres modes d'actions<sup>12</sup>. Elles traduisent la pluralité des formes d'expression des revendications et des demandes d'égalité matérielle et symbolique des classes populaires et des petites classes moyennes, en particulier par celles et ceux que les modes de représentation et d'action traditionnels du mouvement ouvrier avaient oublié ou relégué sur les lieux de travail (ouvriers immigrés, intérimaires, employés des commerces ou des services aux personnes, agentes d'entretien du tertiaire, etc.). Ceci n'exclut pas en retour

---

<sup>10</sup> Peugny, Camille. « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol. 65, no. 5-6, 2015, pp. 735-759.

<sup>11</sup> Sondage Ifop, 25 avril 2017.

<sup>12</sup> Que l'on pense par exemple, aux émeutes urbaines en 2005, aux occupations de places publiques en 2016 avec Nuit Debout contre la loi Travail, et bien sûr aux occupations et blocages de ronds-points fin 2018 avec les « Gilets Jaunes ».

des formes d'appropriations du répertoire d'action classique de la classe ouvrière par les nouvelles franges du salariat que ce soit à travers les grèves des travailleurs sans-papiers en 2008 ou récemment les grèves de femmes contre les discriminations salariales lors des journées internationales des droits des femmes (8 mars). Signe d'ailleurs que les inégalités migratoires ou de genre peuvent s'articuler avec les symboles classiques de la lutte des classes.

Le mouvement des Gilets Jaunes illustre bien l'actuelle tension autour de la grille lecture classiste dans la société française. Ses formes d'actions (manifestations, blocage des axes de circulation des biens économiques) et sa sociologie (ouvriers industriels et employés de service public mais aussi chauffeurs, petits artisans et agriculteurs, ouvriers non qualifiés, aides-soignantes, femmes de manages, aides à domicile, infirmières, chômeurs) marquent l'expression d'un antagonisme social, qui peut même s'apparenter à une confrontation de classe lorsque la révolte s'est déployée dans les beaux-quartiers parisiens. Toutefois, ce mouvement social éclaire aussi la relégation du schéma classiste. Les revendications portaient d'une critique des taxes, elles concernaient les institutions démocratiques (limitation des rémunérations des élus, référendum citoyen, etc.) et visaient les élu-e-s et le Président de la République sans nommer le patronat ou mentionner l'opposition capital/travail. Elles renvoient plus à une exigence de moralisation de la vie publique et de l'économie libérale (payer correctement le travail, punir les fraudeurs, lutter contre la corruption, etc.) qu'au conflit de classes où les revendications traduisent la défense d'intérêts matériels et où des projets et visions du monde se confrontent<sup>13</sup>.

### **Vers une nouvelle configuration de classes ?**

Comment expliquer le hiatus entre l'ampleur des inégalités sociales et le déclin de la classe comme registre d'identification, de représentation et d'action collective ? Plusieurs pistes d'explication sont possibles et font débat en sciences sociales. On propose de développer l'une d'entre elle : la remise en cause de l'hégémonie politique et intellectuelle du modèle classiste est à mettre en lien avec les dynamiques contemporaines du capitalisme et les politiques menées par les États-Nations.

Entre 1945 et les années 1970, la formation des classes et des relations de classes s'est en effet opérée dans une configuration spécifique : l'État-nation productif et progressiste (Boltanski, 2014). Elle repose d'abord sur l'affirmation d'un capitalisme industriel duquel a émergé un acteur politique particulier (les ouvriers d'usine hommes urbains et français) capable d'organiser et de représenter l'ensemble des classes dominées. Elle s'appuie ensuite sur la nationalisation des rapports de classes où l'État arbitre et encadre les conflits entre classes par des dispositifs institutionnels (Plan, conventions collectives, etc.). C'est dans le cadre de l'État-nation que sont pensés et parfois désamorçés les conflits de classe via des politiques de partage des bénéfices de la croissance (distribution et redistribution sociales) et par la mobilité sociale (démocratisation scolaire et culturelle). Dans un contexte de disqualification de la notion de race de l'après seconde guerre mondiale et de silence autour de la conquête du marché du travail par les femmes, la vision classiste des inégalités s'impose ainsi en France comme une catégorie hégémonique capable seule de catalyser la critique du système de domination capitaliste.

Or, c'est précisément cet alignement qui se défait à partir des années 1970, en France mais aussi dans plusieurs autres pays occidentaux. À compter de cette période, le capitalisme se financiarise et les lieux de régulation politique se déplacent du cadre étatico-national vers des instances supranationales (Commission européenne, OMC, etc.) qui maintiennent à distance sociale et politique les classes populaires et ses représentants. Les élites politiques et administratives françaises renoncent aux grandes politiques d'égalisation des conditions et de

---

<sup>13</sup> Hayat, Samuel, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir », 2018, URL : <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

redistribution économique. L'émergence de nouvelles manières de générer du profit (internationalisation de la production, financiarisation, informatisation et numérisation) a des conséquences sociales importantes : les emplois de service se développent plus rapidement que les emplois industriels avec pour corolaire le déclin des ouvriers de l'industrie et la fragilisation des syndicats. Le déplacement des emplois industriels vers les pays émergents a pour effet d'augmenter la concurrence interne aux classes populaires pour accéder aux emplois, y compris pour les emplois peu qualifiés tandis que l'essor rapide des emplois de services a pour conséquence l'émergence de professions subalternes très majoritairement féminisés et/ ou immigrés où la présence syndicale est plus rare.

La diversité du monde ouvrier tout comme celle des classes dominantes a toujours été importante. En revanche, la concentration ouvrière dans les usines avait favorisé une homogénéisation des conditions de vie, le partage de sociabilités et d'expériences de solidarité décisives pour la définition d'actions et d'intérêts communs. Si les ouvriers de l'industrie n'ont jamais composé, loin s'en faut, la totalité des classes populaires françaises, ils ont en revanche constitué le noyau dur d'identification et de représentation des classes populaires et la figure antagonique de la bourgeoisie industrielle. Les grèves ouvrières de 1936 et de 1968 en France incarnent cette configuration de classe. Ce monde n'a pas disparu mais il est désormais marginalisé. En 1962, les ouvriers représentaient 39 % de la population en emploi alors très majoritairement composée d'hommes. Ils représentent aujourd'hui moins d'un emploi sur quatre. Au début des années 1990, les employés sont devenus numériquement plus nombreux que les ouvriers. Les professions intermédiaires et les cadres supérieurs ont eux aussi cru fortement<sup>14</sup>. Enfin, le chômage de masse et la diffusion des formes d'emplois précaires parachèvent de décomposer les rôles sociaux et politiques que certains groupes sociaux spécifiques avaient joué dans la société française. Parmi les classes populaires, les immigrés semblent les principales victimes de l'intensification de la concurrence pour accéder aux emplois : ils et elles sont nettement plus affectés par le chômage que leurs homologues non immigrés. Cette segmentation du marché de l'emploi selon l'origine migratoire se prolonge avec une ségrégation spécifique aux classes populaires quand il apparaît que certains descendants d'immigrés sont eux aussi plus touchés par le chômage : en 2010, 40 % des ouvriers non qualifiés descendants d'immigrés venus d'un pays hors de l'Union Européenne étaient au chômage contre 17 % des ouvriers non qualifiés n'étant ni immigrés, ni descendants d'immigrés<sup>15</sup>. Ainsi, les transformations du capitalisme et de l'Etat-nation modifient autant les rapports de force interne à chaque classe qu'ils accentuent les inégalités selon le genre, les origines migratoires et la race.

### **Nouvelles accumulations, nouvelles dominations : la finance et les nouveaux services**

Face aux nouvelles formes de profit induites par les formes du capitalisme contemporain, l'émergence de nouveaux acteurs politiques mus par des communautés de pratiques, d'expériences, de destin, de représentation ou d'action n'a pas encore eu lieu. La financiarisation et le développement d'une économie de services offrent deux exemples qui interrogent sur les conditions de possibilités de la formation socio-économique mais aussi symbolique et politique d'une nouvelle configuration de classes.

En effet, la financiarisation a contribué à distinguer une classe de cadres dirigeants de grandes entreprises dont les rémunérations, le patrimoine mais aussi le styles de vie et les opinions politiques sont partagés avec les grands actionnaires des grandes entreprises. On peine

---

<sup>14</sup> Source : Recensement de la population, Insee, 2010.

<sup>15</sup> Source : Immigrés et descendants d'immigrés en France - Insee Références - Édition 2012

en revanche à identifier la formation d'une classe antagonique<sup>16</sup>. Cela s'explique tout d'abord par la dispersion socioprofessionnelle et géographique de la chaîne de production et de valeur : ce ne sont plus des travailleurs spécifiques et regroupés (à l'image des ouvriers de l'industrie des pays industrialisés) qui peuvent revendiquer l'appropriation mais des secteurs et des groupes sociaux disparates (paysans des pays du Sud, ménages du Nord endettés, petits actionnaires, ouvriers dont les usines sont délocalisées et les salaires comprimés au nom de la rentabilité financière etc.). Ensuite, tout en précarisant les conditions de vie des classes populaires, la financiarisation favorise des comportements tels que l'actionnariat, l'entrepreneuriat, l'obligation de remboursements des crédits qui participent à la diffusion d'une morale de classes moyennes (individualisation des aspirations sociales, morale de la dette, etc.). La crise économique de 2008 a certes donné naissance à des mobilisations inédites : *Occupy Wall Street* ou les mouvements d'expulsés de leur logement en Espagne qui ont dénoncé cette forme de capitalisme. Cependant, si les institutions garantes de ce système économique apparaissent responsables d'une telle crise, en France, elles n'ont pas eu à faire face à l'émergence de mobilisations donnant corps à une classe *mobilisée* capable de se poser en victime structurelle de ces nouveaux rapports de domination, ni en représentants légitimes capables de faire valoir leurs intérêts et leurs droits.

L'affirmation d'une économie de services, en particulier via l'essor des emplois domestiques nécessitant de servir et/ou de rendre service aux personnes (aides à domicile, assistantes maternelles, femmes de ménages et domestiques) a largement été analysé depuis la notion de *care* qui intègre également les employées du soin et de l'éducation. Ces travaux soulignent de nouvelles formes d'appropriation du travail manuel et intellectuel mais également du travail émotionnel engagé par ces travailleuses dans la relation de service interpersonnel. Cette approche porte une attention particulière aux femmes, notamment migrantes, fortement représentées dans ces emplois. Elle souligne le fait que ce travail subalterne, peu reconnu et souvent mal payé s'inscrit dans une multiplicité de rapports de domination (classe, genre, race) ; ces services étant souvent consommés par des ménages de classes supérieures. Autant qu'une catégorie analytique, le *care* se présente comme une catégorie politique subsumant une série de métiers et de positions sociales variées pour leur donner une portée politique *via* la reconnaissance de leur rôle moteur dans l'économie moderne et au-delà dans la reproduction et la cohésion de nos sociétés. Leur visibilité s'est accrue avec la pandémie, à travers les expressions de « premiers de corvée » ou « travailleurs et travailleuses de première ligne », qui ont contribué à leur valorisation symbolique selon un critère d'utilité sociale. Toutefois, comme l'ont montré plusieurs enquêtes, les emplois du *care* recouvrent des pratiques professionnelles, des conditions de travail, des rapports de domination – le travail ne se fait pas exclusivement auprès des dominants – et des rapports au travail émotionnel qui diffèrent selon les configurations nationales (ampleur des inégalités économiques, types de politiques sociales), les contextes institutionnels (formes du droit du travail organisant ces professions, les types de recrutement) et selon les trajectoires sociales et migratoires des individus (Avril, 2014). En France, par exemple, les aides à domicile, partagent des caractéristiques communes propres aux classes populaires (pénibilité du travail, faibles niveaux de salaires et de diplôme) mais sont aussi divisées dans leurs rapports au travail, notamment dans leurs rapports aux personnes dont elles s'occupent et plus largement dans leur identification aux classes populaires. Le choix de l'État d'accompagner et de favoriser l'essor de ces emplois (défiscalisation, etc.) au moment où disparaissent des pans entiers des emplois subalternes de l'industrie rend visible ce nouvel état du capitalisme. En entérinant l'idée que les services et en particulier les services (para)-domestiques étaient les nouveaux horizons du développement des économies occidentales, il favorise l'essor d'emplois où se confrontent au quotidien et de façon interpersonnelle les

---

<sup>16</sup> Lemoine, Benjamin, Ravelli Quentin, « Financiarisation et classes sociales : introduction au dossier », *Revue de la régulation* 22, Autumn 2017.

univers dominants et dominés du monde social. Ces relations de service apparaissent bien être des lieux où se jouent le renouveau des rapports sociaux de classe voire dans certains cas celui de la confrontation de classe à l'image de la longue grève victorieuse des femmes de chambres noires de l'Hôtel Ibis Batignolles à Paris. Cette lutte sociale mêlant revendications sociales et dénonciation des mécanismes sexistes et racistes de gestion de la main d'œuvre, si elle n'apparaît pas comme celle d'une nouvelle classe sociale mobilisée, illustre la manière dont les différentes formes de domination s'articulent et peuvent donner lieu à des mobilisations dans le capitalisme contemporain.

Les transformations du capitalisme des quarante dernières années invitent également à prendre au sérieux les effets de la dé-nationalisation des relations de classe. Le lien entre les classes sociales et l'État-nation s'est cristallisé au milieu du 19<sup>e</sup> siècle alors que les inégalités économiques entre nations étaient croissantes et plus importantes que celles internes aux nations occidentales. C'est le moment où le rendement de la « rente de citoyenneté » était maximum<sup>17</sup>. Dans cette configuration, l'État national productif et progressiste s'appuie sur l'extraction de ressources depuis les colonies et les pays « en développement » et la faible mise en concurrence des classes populaires et moyennes du Nord avec celles des pays dominés. Un cycle inverse s'est amorcé depuis les années 1970 : l'expansion économique des pays asiatiques réduit les inégalités entre pays, et rapproche les niveaux de ressources des classes populaires et moyennes des pays émergents. En revanche les inégalités entre classes se renforcent dans chaque pays. Ce processus participe d'une mise en concurrence des classes sociales nationales et d'un déclassement des classes populaires et moyennes des pays du Nord. Il justifie la remise en cause du pacte progressiste qui s'était consolidé entre classes dans l'espace national. Si l'État-nation reste le principal cadre d'affrontement des conflits entre les classes – les mobilisations sociales se déployant majoritairement à cette échelle – les configurations de classes sociales se forment également dans un cadre européen (Hugrée, Penissat et Spire, 2020) et mondialisé (Wagner, 2020). Les classes dominantes se sont toujours jouées des cadres nationaux. Toutefois, la financiarisation, l'économie du luxe et des services renforcent l'accumulation de ressources économiques et culturelles transnationales, l'émergence de pratiques sociales cosmopolites et une mobilisation de classes dominantes auprès des institutions internationales. Ces profits d'internationalisation agrègent des groupes sociaux plus larges parmi les classes supérieures (cadres des firmes multinationales, professions intellectuelles supérieures) et tendent à faire converger leurs modes de vie à l'échelle européenne. En bas de l'espace social européen, la majeure partie des classes populaires semblent pour l'instant avoir été largement exclus des bénéfices de la création d'un marché européen permettant la libre circulation (tourisme, séjour d'études) ou même des récentes possibilités légales et fiscales d'installation (retraités, télé-travailleurs-euses etc.). Bien qu'encore très hétérogène, un espace social européen se dessine par le biais des politiques européennes et de la division du travail de production à l'échelle européenne. Au sein de cet espace, les niveaux de ressources économiques et les conditions matérielles de vie demeurent très inégales entre les Européens du Nord et de l'Ouest de l'Europe et ceux du Sud et de l'Est et entretiennent une rente de citoyenneté qui est maintenue par les politiques économiques et monétaires européennes. Dans ce cadre inégalitaire, les classes supérieures européennes semblent plus homogènes et moins fragmentées que les classes populaires<sup>18</sup>. Ces dernières font aussi et surtout l'expérience de conditions de travail et d'emploi convergentes, qui s'avèrent en définitive systématiquement défavorables dans l'ensemble des pays européens.

---

<sup>17</sup> Milanovic, Branko *Global inequality. A new approach for the age of globalization*, Harvard University Press, 2016.

<sup>18</sup> Brousse Cécile, « L'Union européenne, un espace social unifié ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017/4 (N° 219), p. 12-41.

## Conclusion

Dans les sciences sociales, le sens attribué à la notion de classes sociales renvoie de moins en moins à un schéma général d'explication des inégalités socioéconomiques. Outil de description de plus en plus fin des inégalités entre les groupes sociaux, la notion continue de rendre visible le maintien et le renouvellement des distances sociales entre les classes sociales du point de vue des ressources économiques et culturelles. Si la référence à la classe continue d'alimenter les perceptions ordinaires du monde social, elle est loin d'être hégémonique. Elle renvoie ordinairement davantage aux hiérarchies sociales qu'aux dimensions symboliques et conflictuelles des rapports sociaux. Les mouvements sociaux récents interrogent eux aussi sur la perte d'efficacité du schéma classiste opposant le capital au travail, les classes dominées aux classes dominantes.

La configuration de classe ayant vu le capitalisme industriel, l'État-Nation et une classe ouvrière mobilisée semble donc avoir vécu, laissant apparaître, à l'heure du capitalisme financier et de services, une pluralité des modes de domination où le genre, la race et la classe sociale sont imbriquées. Les transformations morphologiques du salariat français laissent entrevoir de nouvelles fractions de classes, autant façonnées par les rapports de forces supranationaux que par les politiques sociales nationales. Dans ce mouvement de dénationalisation des classes sociales, les classes supérieures semblent engagées dans des formes de convergence sociales et symboliques qui semblent largement absentes des classes populaires.

## Bibliographie

- Avril, Christelle, *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 2014.
- Boltanski Luc, « Croissance des inégalités, effacement des classes sociales ? Trente années d'embarras sociologiques », in François Dubet (éd.), *Inégalités et justice sociale*, Paris, La Découverte, 2014, p. 25-47.
- Bourdieu Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.
- Bessière Céline, Gollac Sibylle, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte, 2020.
- Hugrée, Cédric, Pénissat, Etienne, Spire, Alexis, *Les classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone, 2017.
- Piketty Thomas, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2013.
- Savage Mike, « Class and stratification: current problems and revival prospects », in Craig Calhoun, Chris Rojek and Bryan Turner, *The Sage Handbook of Sociology*, London, Sage Publication, 2005, p. 236-253.
- Wagner Anne Catherine, *La mondialisation des classes sociales*, Paris, La Découverte, 2020.